



Strasbourg, 18 novembre 2022

T-PD(2022)43RapAbrFR

**COMITÉ DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION
POUR LA PROTECTION DES PERSONNES À L'ÉGARD DU
TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

(Convention 108)

43^{ème} réunion du Comité

Strasbourg, 16 – 18 novembre 2022

RAPPORT ABRÉGÉ

www.coe.int/dataprotection

- Point 1 **Ouverture de la réunion**
- Point 2 **Adoption de l'ordre du jour**
Le Comité a adopté l'ordre du jour.
- Point 3 **Communication de la Présidente**
Le Comité a pris note des informations communiquées par la Présidente.
- Point 4 **Communication du Secrétariat**
Le Comité a pris note des informations communiquées par le secrétariat.
- Point 5 **Conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine**
Le Comité a pris note des informations communiquées par le secrétariat, a procédé à un échange de vues et a adopté les amendements au Règlement intérieur ainsi que les modalités de participation de la Fédération de Russie au T-PD avec effet immédiat.
- Point 6 **Convention 108+, point de situation**
Le Comité a pris note des informations communiquées par le secrétariat sur l'état actuel des signatures et des ratifications du Protocole amendant la Convention 108 (STE No. 223, ci-après Convention 108+) : 43 signatures dont 20 ratifications. Depuis la dernière réunion du Bureau en septembre, Andorre a déposé son instrument de ratification du Protocole d'Amendement STE No.223. Le Comité a également organisé un tour de table des points de situation concernant les procédures de ratification dans les Etats Parties.

Pour ce qui est du Costa Rica, le Comité a pris note des informations communiquées par le secrétariat relatives aux derniers développements sur la procédure interne au Costa Rica à la suite du récent processus électoral, et aux amendements encourageants au rapport d'expert.
- Point 7 **Identité numérique**
Le Comité a pris note des informations communiquées par la Présidente et l'expert sur le projet de Lignes directrices sur l'identité numérique, a procédé à un échange de vues et a adopté le texte en vue de sa publication.
- Point 8 **Échanges interétatiques de données à des fins de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et à des fins fiscales**
Le Comité a pris note des informations communiquées par le secrétariat relatives au projet de document, a procédé à un échange de vues, s'est accordé sur des amendements supplémentaires et a chargé le secrétariat, sous la direction du rapporteur, de recueillir d'autres observations écrites sur le texte tel qu'amendé pour discussion lors de prochaines réunions.
- Point 9 **Interprétation de l'article 11 de la Convention 108 modernisée**
Le Comité a pris note des informations communiquées par le secrétariat et l'expert, a procédé à un échange de vues et a chargé l'expert de travailler en coopération étroite avec le groupe de travail et le secrétariat afin de développer plus avant le document « Projet d'interprétation de l'Article 11 de la Convention 108 modernisée » T-PD(2021)7 .
- Point 10 **Clause contractuelle-type pour le transfert de données personnelles**
Le Comité a pris note des informations communiquées par la rapporteure, l'expert et le secrétariat, a procédé à un échange de vues, s'est accordé sur des amendements supplémentaires et a chargé le Secrétariat, sous la direction de la rapporteure, de recueillir d'autres observations écrites sur le texte tel qu'amendé pour discussion lors de prochaines réunions.

- Point 11 **Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe**
Le Comité a pris note des informations fournies par le secrétariat, les membres du T-PD et les secrétaires de différents comités, et notamment du C-DENF (Droits de l'enfant) sur les synergies potentielles et les possibilités de coopération liées à la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant, du CD-BIO (Droits de l'homme et biomédecine) sur le rapport de la récente conférence sur les « Neurotechnologies et droits de l'homme » et les sujets d'intérêt commun, de la Division du Sport pour un éventuel travail commun lié aux transferts internationaux de données dans le domaine de l'intégrité du sport, et du CD-MSI (Media and Information Society) sur les normes récemment adoptées relatives aux technologies numériques sur la liberté d'expression, la communication électorale, le journalisme de qualité et la lutte contre le discours de haine et enfin du CAI (Intelligence artificielle) sur la nécessité d'une coopération étroite concernant l'élaboration d'une nouvelle convention sur l'IA. Le Comité a également pris note des informations fournies par le Commissaire à la Protection des données du Conseil de l'Europe lors de son audition par la Commission de la culture, des sciences, de l'éducation et des médias de l'APCE concernant les applications de recherche des contacts, ainsi que des informations fournies par le secrétariat sur le rapport Pegasus publié par le Département de la société de l'information du Conseil de l'Europe.
- Point 12 **Développements majeurs dans les activités relatives à la protection des données**
Le Comité a pris notes des informations fournies par la Présidente du T-PD et du secrétariat concernant la Conférence CPDP 2022 à Bruxelles, la Conférence de Printemps des autorités de protection des données à Dubrovnik, la Conférence sur les législations en matière de protection des données africaines, ainsi que de la première édition du Privacy Symposium de Venise et de la préparation de sa prochaine édition en avril 2023. Il a également pris note du travail et récents développements concernant la dernière session de la GPA à Istanbul, y compris du Groupe de travail de la GPA sur la Protection des Données et autres Droits et Libertés. Le Comité a enfin pris note des informations concernant la Conférence annuelle de l'AFAPDP, le réseau africain et la réunion à venir du réseau ibéro-américain.
- Point 13 **Elections**
Le Comité a procédé aux élections au Comité et au Bureau. Les membres suivants ont été élus : Elsa Mein, Allemagne (Présidente), Caroline Gloor Scheidegger, Suisse (1^{ère} vice-Présidente), Awa N'Diaye, Sénégal (2^{nde} vice-présidente, réélue). Roxana Legezynska (Royaume-Uni), Pablo Mateos Gascueña (Espagne), Anamarija Mladinić (Croatie) ont été lus membres du Bureau et Gonzalo Sosa (Uruguay) a quant à lui été réélu au Bureau. Il convient de rappeler qu'Alessandra Pierucci, Présidente sortante, reste membre du Bureau de droit. Le Comité a salué Mme Pierucci pour son engagement impressionnant et sans faille à la présidence du T-PD ces six dernières années, ainsi que les membres du Bureau sortants pour leur solide contribution aux travaux du T-PD et a félicité les impétrants.
- Point 14 **Jurisprudence**
Le Comité a pris note des informations fournies par le secrétariat concernant les derniers développements de la jurisprudence de la CEDH en matière de protection des données et de droit à la vie privée.
- Point 15 **Projets de coopération**
Le Comité a pris note des informations fournies par le secrétariat concernant les projets de coopération mis en place par l'Unité de Protection des Données du Conseil de l'Europe.
- Point 16 **Observateurs**
Le Comité a examiné et approuvé deux demandes de participation aux travaux du Comité consultatif respectivement présentées par l'Organisation des Etats Américains et par la Commission de l'informatique et des Libertés (CIL) du Burkina Faso.

- Point 17 **Commissaire à la Protection des Données du Conseil de l'Europe**
Le Comité a pris note des informations fournies par le Commissaire à la Protection des données concernant son dernier rapport d'activités (2020-2022). Il a également pris note des informations concernant le nouveau Règlement du Conseil de l'Europe sur la protection des données personnelles par le Comité des Ministres (qui remplace le règlement du Secrétaire Général du 17 avril 1989 instituant un système de protection des données à caractère personnel au Conseil de l'Europe), tel qu'adopté par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 15 juin 2022 et qui entrera en vigueur en janvier 2023.
- Point 18 **Prochaines réunions en 2022 et 2023**
Le Comité a pris note des dates des prochaines réunions plénières des 14-16 juin 2023 et 15-17 novembre 2023, ainsi que des prochaines réunions du Comité, des 15-16 décembre 2022, 22-24 mars 2023, 27-29 septembre 2023 et 12-14 décembre 2023.
- Point 19 **Prix Stefano Rodotà**
Les deux lauréates du prix Rodotà 2022 ont présenté leurs travaux au Comité qui leur a remis leurs trophées. Le Comité a également pris note des informations communiquées par le secrétariat concernant l'édition 2023 de la compétition.
- Point 20 **Questions diverses**
Le secrétariat a rappelé l'appel à candidature pour la mise à disposition d'un responsable de programme à l'Unité de Protection des Données, Société de l'information, DGI, à partir de janvier 2023. La date limite pour candidater est le 30/11/22.

ANNEXE I
ORDRE DU JOUR

	1. Ouverture de la réunion
T-PD(2021)42RAPAbr <i>Pro memoria</i>	Rapport abrégé de la 42 ^{ème} Réunion plénière (17-19 novembre 2021)
T-PD-Bur(2022)56RapAbr <i>Pro memoria</i>	Rapport abrégé de la 56 ^{ème} Réunion du Bureau (21-22 septembre 2022)
T-PD(2021)WP2022-2025	Programme de travail du Comité 2022-2025
T-PD(2017)Regl <i>Pro memoria</i>	Règlement intérieur
	2. Adoption de l'ordre du jour
	3. Communication de la Présidente
	4. Communication du secrétariat
A Huis-clos	5. Conséquences de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine
- CM décision du 16 mars 2022 - CM résolution du 23 mars 2022 - Note Verbale Secrétariat Général du 25 mars 2022 - CM décision du 30 mars 2022	<u>Action requise</u> : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat, tiendra un échange de vues sur les derniers développements et votera sur les propositions d'amendements au Règlement intérieur, et la proposition de décision du Comité en application de la décision du CM du 30 juin 2022. Document préparé par le Secrétariat
	6. Convention 108+, état des signatures et ratifications
	Tour de table sur l'état des procédures de ratification. <u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat et tiendra un tour de table invitant les Etats Parties qui ont signé mais pas encore ratifié la Convention 108+ à présenter l'état d'avancement de leurs procédures de ratification internes.
- Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108 - Rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108 - Protocole d'amendement	<ul style="list-style-type: none"> • Convention 108+ : état des signatures et ratifications • Convention 108 : état des signatures et ratifications
T-PD(2020)08rev Rapport d'expert Costa-Rica (seulement en anglais)	Costa Rica <u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat, tiendra un échange de vues sur les derniers développements et décidera de la suite à donner.

	7. Identité numérique
T-PD(2021)2rev9	Expert : M. Pat Walshe, directeur de Privacy Matters <u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat et sera invité à adopter le document en vue de sa publication.
	8. Echanges interétatiques de données à des fins de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et à des fins fiscales
T-PD(2021)8rev4 Tableaux comparatifs (Seulement en anglais) T-PD(2021)8rev3Mos (Seulement en anglais) T-PD(2021)4rev <i>Pro memoria</i> T-PD(2014)05 <i>Pro memoria</i>	Présentation par le rapporteur et le secrétariat <u>Action requise</u> : le Comité prendra note de la présentation par le rapporteur et le secrétariat sur le Projet de Lignes directrices, ainsi que des commentaires écrits reçus, tiendra un échange de vues et décidera de la suite à donner.
	9. Interprétation des dispositions de l'Article 11 de la Convention 108 modernisée
T-PD (2022)5 T-PD(2021)7 T-PD(2021)7Mos	Présentation par l'expert principal, M. Joe Cannataci, Chef du Département Politique de l'Information et Gouvernance, Faculté des Média et des Sciences du Savoir, Université de Malte <u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le l'expert principal et le secrétariat, tiendra un échange de vues et décidera de la suite à donner.
	10. Les clauses contractuelles dans le contexte des flux transfrontaliers de données
T-PD(2022)1rev6 T-PD(2022)1rev2Mos Contrat-type -Flux transfrontalières des données Guide explicatifs des flux transfrontaliers EU – Les clauses contractuelles standards (seulement en anglais)	Expert : Pr. Pablo Palazzi, Directeur du "Centre de Technologie et Société (CETyS) de l'Université de San Andrés <u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par l'expert, le rapporteur et le secrétariat, tiendra un échange de vues et décidera de la suite à donner.
	11. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe
lien	- CAI - CD-BIO - C-DENF - CD-MSI/MSI-INF - Macolin Convention - PACE Neurotechnologies et droits de l'homme : avons-nous besoin de nouveaux droits ? – Rapport <u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par les membres du T-PD et le Secrétariat

	12. Développements majeurs dans le domaine de la protection des données
	<u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat
	13. Elections
T-PD(2022)6	<u>Action requise</u> : le Comité procédera aux élections au Bureau Date limite de candidature : mercredi 16 novembre, 18.00 Document préparé par le Secrétariat
	14. Jurisprudence
Compilation de la jurisprudence de la CEDH en matière de protection des données 2021-22 (seulement en anglais) Court of Justice of the European Union Inter-American Court of Human Rights	<u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat
	15. Projets de coopération
T-PD(2022)2 (seulement en anglais)	<u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat
	16. Observateurs
T-PD(2022)4 Liste des observateurs T-PD(2018)04Rev3 <i>Pro memoria</i>	<u>Action requise</u> : le Comité examinera et statuera sur les demandes reçues de la part de l'Organisation des Etats américains, et de la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) du Burkina Faso. Il prendra également note des informations fournies par les observateurs et le secrétariat.
	17. Commissaire à la Protection des données
Rapport d'activités du Commissaire 2020-2022 Résolution du CM instituant le nouveau Règlement de protection des données du Conseil de l'Europe	<u>Action requise</u> : le Comité prendra note des informations fournies par le Commissaire et par le secrétariat.
	18. Prochaines réunions

	<p><i>Dates et lieu des réunions en 2022 :</i></p> <p><u>Bureau :</u> 57^{ème} Réunion du Bureau : 15-16 décembre (Strasbourg)</p> <p><i>Dates et lieu des réunions en 2023 :</i></p> <p><u>Bureau :</u> 58^{ème} Bureau : 22-24 Mars (Paris) 59^{ème} Bureau : 27-29 Septembre (Paris) 60^{ème} Bureau : 12-14 Decembre (Strasbourg)</p> <p><u>Réunions plénières:</u> 44^{ème} Réunion Plénière : 14-16 Juin (Strasbourg) 45^{ème} Réunion Plénière : 15-17 Novembre (Strasbourg)</p> <p><u>Action requise :</u> le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat</p>
	<p>19. Prix Stefano Rodotà</p>
<p>2022 Prix Rodotà - Lauréates</p> <p>Prix Stefano Rodotà 2023 (coe.int)</p>	<p>Mme Teresa Quintel, lauréate du prix Rodotà 2022 dans la catégorie « thèse de doctorat » pour son travail sur « la gestion des flux migratoires par le traitement des données personnelles dans le cadre de l'instrument adéquat de protection des données – exercice de cadrage entre les règles générales et règles d'application de la protection des données applicables aux ressortissants de pays tiers »</p> <p>Mme Sabrina Nucciotti, lauréate du prix Rodotà 2022 dans la catégorie « articles » - Présentation de son travail sur « European Health Data Sharing is on the wrong track - How the distributed machine learning system, Personal Health Train (PHT), can overcome the European privacy barriers to health data sharing for medical research ».</p> <p><u>Action requise :</u> le Comité prendra note des présentations faites par les deux lauréates. Il prendra également note des informations fournies par le Secrétariat concernant la procédure pour l'attribution du Prix 2023.</p>
	<p>20. Questions diverses</p>

APPENDIX II

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE COMMITTEE / MEMBRES DU COMITÉ

ALBANIA / ALBANIE

Anjeza Dervishaj, Inspector, Commissioner for Personal Data Protection
Denada Hysi, Specialist, Projects and International Relations, Commissioner for Personal Data Protection

ANDORRA / ANDORRE

Resma Harish Punjabi, Director, Andorran Agency on Data Protection
Agda Castillo Massoni, Inspector, Andorran Data Protection Agency

ARGENTINA / ARGENTINE

Beatriz de Anchorena, Director of Argentina National Authority, Access to Public Information Agency (AAIP)

ARMENIA / ARMÉNIE

Gevorg Hayrapetyan, Head of the Personal Data Protection Agency, RA Ministry of Justice

AUSTRIA/AUTRICHE

Michael Adelman, Lawyer, Austrian Data Protection Authority, Office of the Data Protection Commission

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE HERZÉGOVINE

Silvije Fučec Public Relations Advisor, Division for International Cooperation and Public Relations, Personal Data Protection Agency in Bosnia and Herzegovina

CABO VERDE / CAP VERT

Faustino Varela, President, National Commission of Data Protection
Jose Maria de la Pina

CROATIA / CROATIE

Anamarija Mladinić, Head of Department for Legal Affairs, Cooperation and Projects
Marija Vujeva, Croatian Personal Data Protection Agency (AZOP)

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Jiří Maštálka, Office for Personal Data Protection

DENMARK / DANEMARK

Anna Rosdahl Christiansen, Office of Data Protection, Ministry of Justice

ESTONIA / ESTONIE

Pille Lehis, Director General, Estonian Data Protection Inspectorate

FINLAND / FINLANDE

Virpi Koivu, Senior Ministerial Adviser, (Data Protection Affairs), Department for Democracy and Public Law, EU Law and Data Protection, Ministry of Justice

FRANCE

Najma Bichara, Service des Affaires européennes et internationales, Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

Marie-Laurence Navarri, ministère des Armées

Elisabeth Boivin, ministère des Armées

Julia Flot, ministère de l'Intérieur

GEORGIA / GÉORGIE

Lela Janashvili, Head of Personal Data Protection Service

GERMANY / ALLEMAGNE

Elsa Mein – Bureau Member, Data Protection (V II 4), Federal Ministry of the Interior, Building and Community (BMI)

HUNGARY / HONGRIE

Tamas Bendik, Senior strategic advisor, National Authority for Data Protection and Freedom of Information (NAIH)

IRELAND / IRLANDE

Fiachra Byrne, Justice Attaché / Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Ireland to the Council of Europe

ITALY / Italie

Alessandra Pierucci – Chair. Garante per la protezione dei dati personali

LATVIA / LETTONIE

Evija Kreismane, Head of the Legal division

LIECHTENSTEIN

Marie-Louise Gächter, Datenschutzbeauftragte, Datenschutzstelle

LUXEMBOURG

Tatiana Isnard, Juriste, Protection des données, Service des médias et des communications, Ministère d'État, Service des médias et des communications

MALTA / MALTA

Ingrid Camilleri, Head of Legal Unit, Office of the Data Protection Commissioner

MEXICO / MEXIQUE

Francisco Javier Acuña Llamas, Commissioner, Instituto Nacional de Transparencia, Acceso a la Información y Protección de Datos Personales (INAI)

MONACO

Corinne Laforest de Minotty, Chargée de Missions auprès du Conseiller de Gouvernement-Ministre des Relations extérieures et de la Coopération, Département des Relations Extérieures et de la Coopération Ministère d'État
Laetitia Barth, Inspectrice adjointe, l'Inspection générale de l'Administration

MOROCCO / MAROC

Omar Seghrouchni, Président, Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP)
Leila Jirari, Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP)
Salwa Dchieke, Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP)

NETHERLANDS / PAYS BAS

Anne Halbertsma, Ministry of Justice and Security, Directorate Legislation and Legal Affairs, Constitutional and Administrative Law Department

NORWAY / NORVÈGE

Vilde Aggvin, Ministry of Justice and Public Security

POLAND / POLOGNE

Maria Owczarek, Personal Data Protection Office (UODO), Department of International Cooperation and Education

PORTUGAL

Inês Oliveira De Jesus, Legislative Policy Consultant, DPO, Directorate-General for Justice Policy – Ministry of Justice

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Victorian Muntean, Director, National Centre for the Protection of Personal Data

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Alan Khubaev, Bureau Member, Head of unit of international aspects of information security, Department of Cybersecurity, Ministry of Digital Development, Communications and Mass Media of the Russian Federation
Iliia Subbotin, Minister-counselor COE-issues, Embassy of the Russian Federation in France

SAN MARINO / SAN MARIN

Patrizia Gigante, Vice-Présidente de l'Autorité de Protection des Données de la République de Saint-Marin

SENEGAL / SÉNÉGAL

Adama Sow, Commission de la protection des données (CPD)

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Tina Ivanic, Personal Data Protection Advisor, Information Commissioner

SPAIN/ESPAGNE

Pablo Manuel Mateos Gascueña, Data Protection Sub-inspector, Agency of Data Protection
Enrique Factor Santoveña, Head of Service for Relations with the EU, Commissioner's Cabinet

SWEDEN / SUÈDE

Emma Majanen, Legal expert, Department of Justice, Basic Law Unit

SWITZERLAND / SUISSE

Caroline Gloor Scheidegger, Bureau Member, Cheffe du Domaine de direction Relations internationales, Cantons, Préposée fédérale à la protection des données et à la transparence (PF PDT), Domaine de direction Relations internationales, Législation, Cantons

TÜRKIYE / TURQUIE

Amhet Said Altin, Personal Data Protection Expert, Turkish Personal Data Protection Authority
Meryem Tatlier Baş, Personal Data Protection Expert, Personal Data Protection Authority

UKRAINE

Yuliia Derkachenko, Representative of the Commissioner for Information Rights

UNITED KINGDOM / ROYAUME UNI

Roxana Legezynska, International Data Strategy and Engagement Team, Department for Digital, Culture, Media and Sport

Daniel Breger, Legal Counsellor, UK Permanent Representation to the Council of Europe

Thiona Philips, International Data Free Flows and Trade, International Data Unit, Department for Digital, Culture, Media and Sport

Blandine Cassou-Mounat, Principal Policy Adviser – International Regulatory Cooperation Directorate (International), Information Commissioner's Office (ICO)

Steven Sanchez, Information Rights Manager, Gibraltar Regulatory Authority

URUGUAY

Lylían Massarino, Executive Council of the URCDP, AGESIC

OBSERVERS AND PARTICIPANTS / OBSERVATEURS ET PARTICIPANTS

BENIN / BÉNIN

Yvon Detchenou, APDP President

INDONESIA / INDONÉSIE

Teguh Arifiyadi

Hendri Sassmith Yuda, Coordinator of Personal Data Protection Governance, Ministry of Communication and Informatics

Ulfah Diah Susanti, Sub-Coordinator of International Cooperation of Data Protection, Ministry of Communication and Informatics

Tuaman Manurung Tuam

ISRAEL / ISRAËL

Eyal Zandberg, Senior Director of Constitutional Law, Office of Legal Counsel and Legislative Affairs, Ministry of Justice

JAPAN / JAPON

Tetsushi Hirano, Charge de mission, Consulate General of Japan / Consulat Général du Japon, Strasbourg

PHILIPPINES / LES PHILIPPINES

Kristine Mae T. Martirez
Ma. Frances Aira G. Sy
Teresa M. Paragas

GLOBAL PRIVACY ASSEMBLY

Gregory Smolynech – GPA- Data Protection and Other Rights and Freedoms Working Group

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)

Olivier Matter, Legal & Policy Officer

ICRC / CICR

Luca Bettoni, Data Protection Legal Adviser

EXPERTS

Joseph A. Cannataci
Pablo Palazzi
Patrick Walshe, Director, Privacy Matters

COUNCIL OF EUROPE BODIES AND SECRETARIAT / ORGANES ET SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Council of Europe Data Protection Commissioner / Commissaire à la Protection des Données du Conseil de l'Europe

Jean-Philippe Walter

Directorate General Human Rights and Rule of Law / Direction générale Droits de l'Homme et État de droit (DG I)

Jan Kleijssen, Director Information Society and Action against Crime / Directeur, Société de l'Information et Action contre le Crime
Patrick Penninckx, Head of Information Society Department / Chef du service Société de l'information

DH-BIO

Laurence Lwoff, Secretary of DH-BIO / Secrétaire du DH-BIO

MONEYVAL

Lorena Ungureanu, Project Assistant / Assistante de projet

CD-ENF

Regina Jensdottir, Head of Division / Chef de Division

**Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie (DG II)
Sport Conventions / Conventions du sport / Convention de Macolin**

Sophie Kwasny, Head of Division / Chef de Division

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Isabelle Servoz-Gallucci, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant / Assistante administrative principale

Irina Todorova-Tomova, Assistant / Assistante

Ayça Dikoglu, Trainee / Stagiaire

Interpreters / Interprètes

Sylvie Boux-Stintzy

Grégoire Devictor

Bettina Ludewig-Quaine

Sara Webster